

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 08 mars 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ESKA**

Route nationale 13  
39700 Évans

Références : CP/MV/2023/C\_065  
Code AIOT : 0005902063

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement ESKA implanté Route nationale 13 39700 Évans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 30 novembre 2022 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- Route nationale 13 39700 Évans
- Code AIOT : 0005902063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Evans est spécialisé dans le tri, transit, regroupement de déchets principalement métalliques. Il dispose d'un agrément VHU pour l'entreposage, la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage.

Courant 2022, l'ancien exploitant, GDE, a cédé ce site à l'entreprise ESKA qui appartient au groupe DERICHBOURG. Une demande de changement d'exploitant a été adressée en préfecture le 2 mai 2022. Cette demande comportait les informations prévues à l'article R. 516-1 et n'appelait pas de remarque particulière. Un courrier en ce sens a été adressé au demandeur le 7 septembre 2022.

En application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement qui dispose qu' "à défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant", il est considéré que l'autorisation a été transférée à la société ESKA.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites réservées à la précédente inspection
- prévention de la pollution des eaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Rejets des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4 ter	Courrier	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.4.3	/	Sans objet
2	Couverture des zones d'entreposage et de manipulation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Courrier	Sans objet
3	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 8.2.1	/	Sans objet
6	Puits perdu non utilisé	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 2.1.1	/	Sans objet
7	Remplissage des cuves de GNR	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.3.6	/	Sans objet
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.3.2	/	Sans objet
9	Entreposage des VHU non dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Hauteur de stockage des stocks de ferrailles	Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 2.3.2	/	Sans objet
10	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
11	Respect des valeurs limites de rejet dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a permis de relever plusieurs non-conformités concernant les mesures de prévention de la pollution des eaux. En particulier, les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'entraîner des substances polluantes sont infiltrées dans un puits perdu sans confinement et contrôle préalable de leur qualité, ce qui est contraire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées. Cette situation est constatée depuis la création du site mais aucune mesure alternative de gestion de ces eaux n'a pu être identifiée et mise en œuvre jusqu'à présent. Il est demandé à l'exploitant de remédier à cette non-conformité.

Il a cependant pu être constaté que le nouvel exploitant avait mis en œuvre des mesures visant à limiter l'entraînement des produits polluants par les eaux météoriques (couverture des bacs de stockages des moteurs en place mais solution perfectible), qu'il avait prévu des mesures de nature à améliorer la qualité des eaux rejetées (augmentation de la fréquence de nettoyage des débourbeurs/déshuileurs et des réseaux à compter de 2023).

La visite du site a permis d'identifier d'autres voies d'amélioration, notamment des conditions d'entreposage des VHU non totalement dépollués qui laissent échapper des fluides polluants sur l'aire de stockage soumises aux intempéries.

L'inspection a pris note de la volonté affichée par le nouvel exploitant d'apporter des modifications à l'exploitation du site, notamment en matière de gestion des flux de déchets de manière à éviter l'accumulation de produits sur le site pouvant conduire à des dépassements des quantités et de la hauteur de stockage autorisées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Confinement des eaux d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'incendie, les vannes de sorties des débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures seront fermées et les eaux d'extinction seront collectées sur le site.  Rappel du constat : demande de compléments : L'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- précisera si une vanne est présente à la sortie du séparateur d'hydrocarbures Est ;</li><li>- dans l'affirmative, il l'intégrera dans sa procédure à suivre en cas d'incendie et procédera régulièrement à la vérification de son bon fonctionnement ;</li><li>- dans la négative, il justifiera de l'installation d'un dispositif permettant de collecter les eaux d'incendie.</li></ul>
<b>Constats : Non conformité n°1 : L'exploitant a confirmé l'absence de vanne d'isolement en sortie du séparateur d'hydrocarbure "parking" situé à l'est.</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de son intention de se conformer à la prescription. Post-inspection : l'exploitant a tenu l'inspection des installations classées informée de ses démarches de mise en conformité. Mi-février, les travaux étaient en cours.  <b>Demande de complément n°1 : L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport de fin des travaux de mise en place d'une vanne d'isolement à la sortie du déshuileur "parking" et confirmera que les éventuelles eaux d'incendie sont ainsi bien toutes confinées sur le site.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Couverture des zones d'entreposage et de manipulation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Couverture des zones d'entreposage et de manipulation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<b>Constats :</b> Depuis la précédente inspection, une bâche amovible a été mise en place par l'exploitant au-dessus des cellules de stockage des moteurs (cellules vides le jour de l'inspection).  Bien que les casiers forment rétention, l'inspection considère que l'absence de couverture efficace a pour effet de générer des volumes de déchets qui peuvent être évités et/ou une dégradation de la qualité des eaux pluviales collectées et rejetées.  <b>Non conformité n° 2 :</b> L'inspection estime que l'efficacité de cette protection légère n'est pas garantie en cas de fortes pluies (formation de cuvettes, risque de déchirement) ou de grand vent.  <b>Demande de complément n°2 :</b> Il est demandé à l'exploitant de proposer une solution pour améliorer l'efficacité de la couverture des cellules de stockage des moteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique est effectuée 2 fois par an par un organisme ou une personne qualifiée.
<b>Constats :</b> <b>Non conformité n°3 :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de mesures des niveaux sonores récentes. L'exploitant n'assure pas un suivi semestriel de la situation acoustique du site.  Cependant, lors de la visite, il s'est engagé à commander une prestation de contrôle sonométrique à une société spécialisée.  Post-inspection : L'exploitant a communiqué le rapport de mesures réalisées le mardi 3 janvier 2023 (réf. 22-22-60-01616-001-JDO). Il conclut au respect des valeurs limites en limite de propriété et au respect de l'émergence en zones à émergence réglementée (ZER).  Le rédacteur indique (page 5/22), sur la base des informations recueillies lors du contrôle, que "l'activité de l'entreprise était représentative d'un mode de fonctionnement dit normal en cette saison" et à la même page que "la production journalière lors de notre intervention était de 20 tonnes".  L'inspection s'interroge sur la représentativité de l'activité le jour du contrôle dans la mesure où l'autorisation prévoit que 4 900 tonnes au maximum sont susceptibles d'être traitées mensuellement, soit environ 250 tonnes par jour.

<b>Demande de compléments n°3 :</b> L'exploitant communiquera à l'inspection tout élément permettant de justifier de la représentativité de l'activité exercée lors du contrôle.
<b>Observation :</b> Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'exploitant a la possibilité de solliciter un aménagement de la fréquence de ce contrôle sonométrique qui avait été fixée dans un contexte de plaintes récurrentes ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Hauteur de stockage des stocks de ferrailles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de stockage des stocks de ferrailles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus dans un état de propreté.  La hauteur des stocks de ferrailles n'excédera pas 3 ou 4 mètres et restera de toute façon en permanence en dessous des murs d'enceinte.
<b>Constats :</b> L'inspection a permis de constater que la hauteur des stocks de déchets ne dépassait pas 3 mètres le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Rejets des eaux pluviales de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/07/1990, article 4 ter
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables est susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe au présent arrêté par lessivage des installations de production, toitures, sols, aires de stockage, etc., ces eaux doivent être collectées et envoyées dans un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Elles ne peuvent être rejetées directement ou indirectement dans les eaux souterraines qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales de ruissellement des aires de travail et de stockage sont susceptibles de présenter un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe de l'arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées (huiles, hydrocarbures, composés métalliques...).
<b>Non conformité n°4 :</b> Ces eaux souillées sont collectées au point bas du site, transitent dans un débourbeur et un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans un puits perdu sans confinement et contrôle préalable de leur qualité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 6 : Puits perdu non utilisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :  [...]  prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ;</p>
<p><b>Constats :</b> La présence d'un puits perdu non raccordé au réseau de l'établissement a été constaté dans la partie enherbée à proximité du puits perdu utilisé. Il n'est pas utilisé et l'exploitant n'a pas pu justifier sa présence. Son examen n'a pas révélé de trace de pollution visible.</p> <p><b>Non conformité n°5 :</b> Ce type d'ouvrage donnant un accès direct aux eaux souterraines présente un risque de pollution de ce milieu. Sauf à justifier sa présence, il est demandé à l'exploitant de condamner cet ouvrage et de le sécuriser dans les règles de l'art vis-à-vis du risque susmentionné.</p> <p><b>Demande complément n° 4 :</b> L'exploitant expliquera la présence du puits perdu non raccordé et adressera à l'inspection, le cas échéant, les documents attestant sa condamnation et son comblement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Remplissage des cuves de GNR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.  Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>Non conformité n°6 :</b> Les deux réservoirs de GNR ne sont pas équipés d'indicateur de niveau ni d'alarme de niveau haut.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet




## N° 8 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2007, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<b>Constats : Non conformité n°7 :</b> Il a été constaté que plusieurs GRV (1 000 l) contenant des liquides susceptibles de créer une pollution sont associés à des bacs rétentions dont le volume ne permet pas la récupération de 100 % du GRV.  Ces bacs sont prévus pour stocker des fûts de 200 l.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Entreposage des VHU non dépollués**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.  La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. <b>Constats :</b> Il a été constaté que des véhicules hors d'usage (VHU) non dépollués et accidentés étaient stockés sur dalle, mais sans rétention. Des écoulements de produits de type huiles ont été constatés au sol. Cette aire de stockage est soumise aux intempéries.

Cette situation favorise l'entraînement de produits polluants par les eaux de ruissellement qui aboutissent au point bas du site et qui sont infiltrées dans le puits perdu après traitement, mais sans contrôle préalable de leur qualité (voir point de contrôle n° 5).
<b>Non conformité n°8 : La zone d'entreposage des véhicules non dépollués ou accidentés n'est pas munie de rétention.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance des émissions dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
<b>Constats :</b> L'exploitant a communiqué le programme de surveillance de ses émissions dans l'eau le 25/03/2020. Il se substitue à celui prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/07/2007 qui sera mis à jour prochainement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Respect des valeurs limites de rejet dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise un contrôle semestriel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel. L'examen des résultats du contrôle du 28/04/2022 ne fait pas apparaître de dépassement des valeurs limites.  En revanche, les résultats du contrôle inopiné des 2 rejets de l'établissement réalisé le 01/12/2021 sur demande de l'inspection ont fait apparaître des dépassements importants des valeurs limites autorisées, notamment pour la DCO, les MES, le cuivre, le plomb et le fer+aluminium. Interrogé sur ces résultats, l'exploitant a indiqué qu'il a réalisé et prévu des actions visant à réduire les flux de polluants rejetés. En particulier, il a passé un contrat avec une société d'assainissement prévoyant l'augmentation de la fréquence de nettoyage des réseaux et des décanteurs/déshuileurs.  L'inspection ne propose pas de sanction à la suite des dépassements constatés lors du contrôle inopiné dans la mesure où le contrôle suivant a rendu des résultats conformes. Un nouveau contrôle inopiné sera programmé en 2023.
<b>Observations :</b> L'exploitant a communiqué le programme de surveillance de ses émissions dans l'eau le 25/03/2020. Il se substitue à celui prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/07/2007 qui sera mis à jour prochainement.  Dorénavant, les valeurs limites à respecter sont celles qui figurent dans le tableau remis par l'exploitant à l'issue de son positionnement par rapport à l'arrêté ministériel du 24 août 2017 dit arrêté "RSDE" ayant modifié l'arrêté du 2 février 1998.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet